

# Un test crucial pour l'opposition syndicale

- ▶ Manifestation nationale à Bruxelles ce mercredi.
- ▶ Une forme de baromètre : après un an sans avoir été entendus par le gouvernement, les syndicats vont-ils à nouveau déplacer 100.000 personnes ?
- ▶ La mobilisation dévoilera l'assise populaire du mouvement.

Le front commun syndical lance ce mercredi son quinzième mouvement depuis l'accord du gouvernement Michel. Après quatre manifestations, quatre grèves et sept autres actions, des dizaines de milliers de manifestants défilent dans les rues de Bruxelles. Mardi soir, les représentants syndicaux espéraient réunir 70.000 manifestants, mais certains rêvaient d'une mobilisation plus importante. De fortes perturbations sont à prévoir.

Sous le slogan : « rien que des miottes pour nous », les syndicats continuent à s'opposer aux mesures du gouvernement Michel, comme le saut d'index et la pension à 67 ans. Ils entendent également protester contre le glissement fiscal décidé cet été, qui, selon eux, n'a pas suffisamment ponctionné le capital. Les syndicats émettent aussi de nouvelles revendications, qui portent sur les dos-

siers encore à négocier, comme une concertation sur la pénibilité du travail, qui permettra aux personnes exerçant des professions pénibles de partir plus tôt à la retraite ou la préretraite.

Après une année de mouvements sans grands succès de court terme, après des dissensions dans le front commun syndical, l'un des enjeux de cette manifestation est le nombre de militants présents. En cas de faible mobilisation, on ne voit pas comment le front commun pourra encore s'opposer de manière crédible et durable à un train de réformes historiques.

Côté patronal, hormis l'Union wallonne des entreprises (lire ci-dessous), pas de condamnation franche du mouvement ou de l'attitude des syndicats, pour ne pas l'alimenter et en raison du fait qu'il ne s'agit pas d'une grève générale. ■

BERNARD DEMONTY

## UWE « La position de la FGTB est du siècle passé »

### ENTRETIEN

Côte à côte, l'ancien et le nouveau patrons (des patrons wallons ne tarissent - naturellement - pas « d'éloges » à l'égard de la manifestation de ce jour. Jean-François Héris (CEO d'AGC Glass) d'un côté ; de l'autre, Yves Prete (TechSpace Aero), qui préside à la destinée de l'Union wallonne des entreprises (UWE). Tous deux ne mâchent pas leurs mots sur l'attitude assez peu constructive de certaines centrales de la FGTB, tout en espérant... conclure un pacte social d'ici à la fin du mandat du nouveau président de l'UWE. Le retour du pacte social, si, si.

**Que pensez-vous de la proposition (« Le Soir » du 1<sup>er</sup> octobre) de Messieurs Goblet, Labille et Bodson, notamment, de plaider pour une globalisation des revenus et une réduction du temps de travail ?**

**Jean-François Héris** C'est faire

preuve d'une belle créativité ! J'attends avec impatience les propositions de l'action commune pour passer à la semaine de 16 heures payées 40, évidemment. (Le sourire aux lèvres) On aurait ainsi beaucoup moins de chômage, l'équilibre « vie privée professionnelle » serait bien meilleur, le pouvoir d'achat serait plus intéressant, on aurait une relance de la consommation... Moins de stress aussi, moins de pénibilité au travail, donc beaucoup moins d'antidé-

presses vendus, et finalement, une économie pour la sécurité sociale. J'attends donc avec impatience leurs propositions.

**Est-ce que cela vous paraît aussi irréaliste, M. Prete ? On voit poindre des discussions sur le fait que notre modèle de sécurité sociale serait à bout de souffle...**

**Yves Prete** Que le modèle soit à bout de souffle, sûrement. Notre modèle de sécurité sociale a été créé dans des circonstances très différentes de celles d'aujourd'hui. Il faut la protéger, mais elle est difficilement finançable. Il faut donc trouver des solutions...

**Quelles solutions ?**

**Y. P.** Ce qui a été dit par Messieurs Bodson et Goblet porte sur la globalisation de revenus et des taxations supplémentaires. Je n'ai pas trop entendu parler d'actions pour créer de la richesse. Si on crée plus de richesses, on assurera pourtant le futur de la sécurité sociale.

**La globalisation des revenus, c'est de la rage taxatoire ?**

**Y. P.** Ils plaident également pour un taux marginal d'imposition qui remonterait à 52,5 % pour les revenus les plus élevés, etc. Globalement, ils veulent plus d'impôt. Or, nous sommes l'un des pays qui taxe le plus au monde ; la puissance publique accapare une trop grande part de

la richesse. Je n'ai rien contre les taxes pour autant que derrière, le service suive pour le citoyen.

**A cet égard, ces dernières années, les économies, additionnées, sont impressionnantes, de plus de 20 milliards d'euros. Gabegie ou pas ?**

**J.-F. H.** Sur le poids de l'Etat, un seul exemple : la Suède a diminué le poids de l'Etat en 8 ans de 56 à 50 % du PIB. Et je n'ai pas l'impression que la Suède soit une société précaire ou un désert social et que les Suédois(es) y vivent mal, sans sécurité sociale.

**On aurait donc trop dépensé en Belgique, d'après vous ?**

**J.-F. H.** Oui. Et il y a beaucoup de choses encore à faire pour réduire le train de vie de l'Etat, dans la simplification des structures, des allocations davantage distribuées en fonction des besoins.

**Où peut-on aller chercher des économies ? Les CPAS ne parviennent plus à nouer les deux bouts ...**

**Y. P.** J'ai l'impression que certaines intercommunales sont richement dotées en personnel. Il y a des organismes d'Etat, des efficients, que l'on crée régulièrement et qui font parfois le même travail que d'autres. Je crois que les gouvernements vont prendre cela en charge ; on a récemment fusionné des agences wallonnes, de sorte à n'en avoir qu'une seule...

*Je crois qu'il faut se calmer et regarder la réalité en face: on ne peut dépenser que ce qu'on a créé.*  
**J.-F. H.** La multiplication des structures est aberrante. On pense toujours aux sociétés de logement, etc. Est-ce qu'il faut 7 ou 8 sociétés de transport avec pléthore d'administrateurs alors qu'il n'y en a qu'une seule en Flandre ?

Je vous provoque : alors que la Wallonie semble sortir de l'ornière, vous devez mal vivre cette manifestation générale du 7 octobre ?

**Y. P.** Je vis très mal ces grèves, qui sont surtout politiques. Le message des syndicats, c'est : on n'est pas d'accord avec le gouvernement et on arrête des entreprises. Je respecte bien entendu le droit de grève, mais pas le blocage de zonings et les piquets...

**J.-F. H.** Il y a un droit au travail, un droit à la circulation... mais quand il y a des gens qui bloquent un zoning où il y a 20.000 personnes qui tra-

vailent, les actionnaires voient seulement que leur société est à l'arrêt à cause de personnes qui souvent ne sont pas des travailleurs ; ce sont des délégués syndicaux, des pensionnés... C'est dommage. On est dans une tendance positive et je crois surtout que tout le monde doit se mobiliser pour la création d'entreprises en Wallonie avec les partenaires sociaux.

Le climat social est un peu tendu... Réaliste ? Un pacte social est-il envisageable ?

**J.-F. H.** Ça m'a pris beaucoup d'énergie et j'ai vraiment essayé. Il y a eu beaucoup de bonne volonté dans le chef de certains

mais malheureusement, certaines centrales de la FGTB ont des positions du siècle passé. C'est très dommage car des régions se sont formidablement redressées, mais certaines forces communes en ont décidé autrement.

**Y. P.** Je crois que c'est toujours envisageable, même si je suis

conscient que ça va être difficile. On ne peut plus aujourd'hui penser que l'on va construire une Wallonie nouvelle en se basant sur la lutte des classes.

Qu'est-ce qui a fait que ce pacte social n'ait pas pu voir le jour ?

**J.-F. H.** Je crois que pour arriver à un pacte, tout le monde doit mettre de l'eau dans son vin. Il n'y avait pas de volonté de l'autre côté, dont le programme était plus proche de celui du PTB que d'un pacte régional... Je pense cela dit que c'est toujours possible avec des gens de bonne volonté, mais il y a manifestement un problème de structures de décisions qui empêche tout accord...

Qu'entendez-vous par « problème de structures de décision » ?

**J.-F. H.** Si certaines centrales de la FGTB ne parviennent pas à s'entendre entre elles, il n'y a pas de décision... ■

Propos recueillis par  
**F.M.**

## COMBIEN DE MANIFESTANTS DANS LA RUE CE MERCREDI ?

### 30.000 personnes la claque

Disons-le tout net : une mobilisation de moins de 30.000 personnes serait une claque pour le front commun syndical. Au sortir des vacances d'été, ce scénario catastrophe circulait en leurs rangs : la mobilisation semblait compliquée, les vacances se terminaient, et le glissement fiscal avait eu lieu, sans faire d'énormes dégâts, aux yeux d'une partie des militants syndicaux... « Si on ne fait pas 50.000, c'est foutu, après les 120.000 de l'année dernière », nous confiait alors un des leaders de la FGTB. Mais aujourd'hui, ce spectre semble éloigné. Les villes de Liège et de Charleroi devraient envoyer, à elles seules, un contingent de 20.000 manifestants. Difficile de croire que le reste du pays n'enverra pas au moins le même nombre de militants. Mais pour parer à tout trou d'air, les syndicats recadrent déjà. « Ce n'est pas le nombre de manifestants qui est important, dit Marc Goblet, le secrétaire général de la FGTB. Ce qui est important, c'est la poursuite de la mobilisation. Je ne voudrais pas qu'un chiffre donne des arguments à ceux qui veulent qu'on ne fasse rien. » A la CSC, on ajoute : « Le mouvement s'inscrit dans la durée. Il faut tenir trois ou quatre ans, et il importe de taper sur le clou. » Le syndical libéral, espère, lui, qu'on ne se concentrera pas sur le chiffre. « Le simple fait qu'il y ait des gens dans la rue, c'est la preuve que nous restons mobilisés. »

B.D.Y.

### 70.000 personnes la logique

Les organisateurs de la manifestation de ce mercredi se sont donné le mot : on ne cite pas de chiffres du nombre de personnes attendues. Parce que si c'est moins, on se trouve en position délicate. Mais contrairement à ce qu'ils disent, les organisateurs font quand même des comptes. Et mardi soir, le compteur tablait sur 70.000. Un chiffre qui vaut ce qu'il vaut : beaucoup de militants vont venir en train et leur nombre est donc difficile à estimer. Une affluence de 70.000 serait (largement) inférieure aux 100.000 de la manifestation nationale du 6 novembre 2014. Mais, estiment les syndicats, ce ne serait pas un échec. « Le contexte est tout à fait différent, estime Marc Goblet, le secrétaire général de la FGTB. L'an dernier, la manifestation s'est enclenchée après l'accord de gouvernement, qui comprenait un nombre impressionnant de mesures défavorables aux travailleurs et allocataires sociaux. On venait aussi d'apprendre que le MR allait au fédéral avec la N-VA, alors qu'il avait toujours dit qu'il ne le ferait pas. Et côté flamand aussi, on découvrait que la N-VA allait au gouvernement fédéral. Ce sont donc des circonstances particulières. » D'où le fait que les syndicats ne considéreraient pas comme un échec le fait de mobiliser moins que l'année passée. Une vision partagée par la CSC. « L'année dernière, on était à 120.000. C'était une des plus grosses manifestations depuis la guerre, dit François Reman, le porte-parole de la CSC. S'il y a un peu moins de monde, cela ne veut pas dire que le mouvement s'essouffle. » Et affectivement, les chiffres de ces dernières années confortent ce sentiment : les deux dernières grandes manifestations nationales menées contre l'austérité en décembre 2011 et sous le gouvernement Di Rupo en février 2013 avaient respectivement attiré entre 50.000 et 80.000 manifestants et entre 30.000 et 40.000 militants.

B.D.Y.

### 100.000 personnes le succès

Les 100.000, c'est un peu le chiffre symbolique. Si la mobilisation atteint ce niveau, les syndicats pourront triompher, et le mouvement sera assurément relancé. Les 100.000 personnes, en Belgique, si l'on en juge aux manifestations de ces dernières années, c'est une mobilisation importante. Au sein des organisations, on en rêve un peu. « Nous estimons que nous serons un peu en dessous, mais avec l'apport de mouvements comme Tout autre chose, une surprise n'est pas à exclure », dit ce leader de la CSC. Le 6 novembre de l'année passée, le compteur avait atteint 100.000 selon la police et 120.000 selon les manifestants, une mobilisation pour laquelle le mot « historique » n'était pas usurpé. Mais mardi soir, personne ne pariait sur une telle affluence. « Pour mobiliser à des niveaux comme ceux-là, il faut une émotion, dit un leader de la FGTB. Et après l'annonce de l'accord de gouvernement (saut d'index, âge de la pension), l'émotion était là. Ici, il y a déjà eu plusieurs mouvements et il n'est pas faux de dire que le gouvernement n'a pas vraiment changé de position. Cela en a découragé certains. » Certains militants, en effet, estiment qu'aller manifester pour ensuite rentrer chez soi sans rien ne mérite pas trop le déplacement. C'est en partie pour cette raison que la FGTB a annoncé mardi après-midi, avant même la manifestation, qu'il y aurait d'autres mouvements, encore ce mois-ci (lire ci-dessous). « Nous avons voulu donner le signal que la manifestation ne constituait pas la fin de la mobilisation, mais le début », dit Marc Goblet, secrétaire général de la FGTB. Reste à voir si, même en cas de grosse mobilisation, les lignes du gouvernement vont bouger. C'est très peu probable : les partis de la coalition fédérale ont négocié l'accord de gouvernement dans la difficulté, et il est peu probable qu'ils acceptent de le modifier. Or la plupart des revendications des syndicats postulent une révision de cet accord. En cas de réussite, la question sera de savoir, pour les organisations syndicales, comment maintenir la pression.

B.D.Y.

**LA SUITE****Nouvelles grèves  
en vue**

La FGTB a annoncé une nouvelle vague d'actions provinciales pour octobre et novembre. Il y aura au moins une grève, à Liège, le 19 octobre. La CSC a déjà indiqué qu'elle ne suivrait pas. D'autres grèves d'envergure sont toutefois peu probables, le front commun n'étant pas uni. De son côté, la CGSP-Cheminots confirme la grève de vendredi dans le district de Bruxelles, au centre du réseau ferré du pays. Prochaines actions : le lundi 19 octobre dans les districts Sud-Est (Liège) et Nord-Ouest (Gand), le mardi 20 dans les districts Sud-Ouest (Charleroi) et Nord-Est (Anvers).

B.DY, F.R. ET PH.BX.